

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20240517-8666-DE-1-1
Date de télétransmission : 23/05/2024
Date de réception préfecture : 23/05/2024

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND
Directeur général



Pas de Calais Habitat
4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 17 MAI 2024

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT, Monsieur MELLICK.

Excusés : Monsieur LEROY qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame AIT-CHIKHEBBIH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame ROSSIGNOL qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.

ARRAS - [REDACTED] Affaire [REDACTED]

Secrétariat général
Rapporteur : [REDACTED]

Le 16 mars 2023, Monsieur [REDACTED], locataire d'un logement situé [REDACTED] a assigné Pas-de-Calais habitat devant le juge des contentieux de la protection du Tribunal Judiciaire d'Arras en raison « de [REDACTED] »

A l'appui de ses dires, Monsieur [REDACTED] produit un constat d'huissier de l'état du logement en date du 9 mars 2022.

Malgré les investigations et les interventions menées au domicile de Monsieur [REDACTED] par Pas-de-Calais habitat et ses prestataires, celui-ci a cru bon devoir attirer Pas-de-

Calais habitat devant le Tribunal Judiciaire d'ARRAS (Juge des contentieux et de la Protection) pour obtenir la réalisation de travaux dans son logement outre une indemnisation pour le préjudice de jouissance.

L'ensemble de ses demandes s'élève à la somme de [REDACTED]

Le risque de condamnation pour Pas-de-Calais habitat étant avéré, notre défense s'est orientée vers la signature d'un protocole d'accord afin :

- d'éviter une condamnation de l'Office pour manquement à ses obligations légales et conventionnelles relative à l'indécence du logement,
- de préserver l'image de Pas -de- Calais habitat,
- de limiter l'impact financier d'une condamnation à d'éventuels dommages et intérêts pour le trouble de jouissance, notamment eu égard au constat,
- tenter de circonscrire le litige pour qu'il reste confidentiel (accord transactionnel et confidentiel : il comprend des clauses spécifiques à ce titre).

Le protocole d'accord envisage les concessions réciproques suivantes :

➤ Pour Pas-de-Calais habitat,

- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]

➤ Pour Monsieur [REDACTED]

- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]

-

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ décident la signature du protocole d'accord transactionnel dans les conditions exposées ci-dessus, et par voie de conséquence mettre fin au litige qui oppose Pas-de-Calais habitat à Monsieur [REDACTED],
- ✓ autorisent le Directeur Général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses, charges et conditions du protocole d'accord transactionnel et à le signer.

Décision adoptée à l'unanimité